

« J'accuse les Australiens » : Boaventura de Sousa Santos dénonce le rôle de l'Australie dans la crise timoraise

lundi 19 juin 2006, par [DE SOUSA SANTOS Boaventura](#) (Date de rédaction antérieure : 15 juin 2006).

Quatre ans après une indépendance très chèrement acquise, le Timor-Oriental est victime d'une grave crise de régime. Que la présidence, le gouvernement et le Fretilin, principal parti issu de la lutte de libération, portent ici une part de responsabilité n'aurait rien d'étonnant, tant les conditions d'exercice du pouvoir étaient difficiles dans un petit pays sorti socialement épuisé d'une occupation militaire indonésienne remarquable tant par sa durée (27 ans) que par sa brutalité (200.000 morts sur une population de 740.000 habitants en 2002).

Pourtant, aux yeux de l'intellectuel lusophone Boaventura de Sousa Santos, vu sa gravité même, la crise ne peut s'expliquer seulement par des raisons internes au pays. A qui donc profite le crime, ou plutôt la crise ? Il répond « J'accuse les Australiens », dans un article retentissant de l'hebdomadaire *Visão* (Lisbonne) et traduit par le *Courrier international* dans son édition du 15 juin 2006. Nous lui donnons ci-dessous la parole.

Nous renvoyons aussi à la rubrique anglaise de notre site sur laquelle de nombreux articles traitent du rôle de l'impérialisme australien dans le Pacifique Sud et la crise timoraise (pour y accéder, cliquez sur la commande « traduction » dans la colonne de gauche).

La crise politique qui secoue le Timor-Oriental, outre qu'elle a pris par surprise la plupart des observateurs, laisse perplexe quant à ses véritables causes. La situation exige en tout cas une analyse moins triviale que celle que véhiculent les médias : dissensions entre le président timorais, Xanana Gusmão, et son Premier ministre Mari Alkatiri, ou clivage ethnique entre habitants de l'ouest [Loromunus] et habitants de l'est [Lorosaes] [1] du pays. Comment un pays qui organisait fin 2005 des élections municipales jugées libres, pacifiques et démocratiques par tous les observateurs internationaux peut-il aujourd'hui patauger dans une crise de gouvernance ? Comment un pays qui, il y a deux mois, faisait l'objet d'un rapport élogieux de la Banque mondiale, soulignant le succès de la politique économique du gouvernement, peut-il aujourd'hui être catalogué par certains comme un Etat défaillant ? N'est-il pas étrange que l'on réclame la démission d'un Premier ministre considéré jusqu'ici comme ayant un sens aigu de l'Etat et qui a mené son parti, le FRETILIN [2], plusieurs fois à la victoire, et qui vient d'être réélu à la tête de son parti avec 97 % des voix ?

Tout cela me laisse penser que, au-delà des éventuelles erreurs du gouvernement, des forces extérieures ont tout intérêt à déstabiliser le Timor Lorosae [3] et à empêcher une nouvelle victoire du FRETILIN aux prochaines élections générales de 2007. Car des dissensions au sein d'un gouvernement, il en existe dans tous les pays, et elles ne mènent pas forcément au chaos social. La réintégration dans la vie civile des vétérans des FALINTIL [4] n'a certes pas été menée de la meilleure façon qui soit, mais rien de tout cela ne suffit à expliquer la gravité de la

situation que vit le Timor.

A mon sens, la crise est due en grande mesure aux prétentions néocoloniales de l'Australie, à qui déplaît fortement la politique autonome et souveraine du gouvernement de Mari Alkatiri. Le pétrole et le gaz naturel ont souvent fait le malheur des pays pauvres (regardez la Bolivie, l'Irak, le Nigeria ou l'Angola). Le gouvernement australien a tenté de prendre le contrôle de ces ressources naturelles dans la mer de Timor. Mais le David timorais a osé résister au Goliath australien, augmentant de 20 % à 50 % la part timoraise de l'exploitation des ressources énergétiques dans le détroit de Timor et cherchant à transformer et à commercialiser lui-même le gaz naturel, sans passer par l'Australie ; il est allé jusqu'à attribuer des droits d'exploration de champs pétrolifères et gaziers à une entreprise chinoise. Tout cela suscite la colère de l'Australie et l'hostilité des Etats-Unis. Cela explique que ces deux pays se soient opposés [à plusieurs reprises depuis mai 2005] au maintien de la mission de l'ONU au Timor, proposé par Kofi Annan.

Il est nécessaire de rendre le Timor ingouvernable pour créer les conditions favorisant la mise en place d'un gouvernement pro-australien ! Et il se pourrait que ce soit José Ramos Horta [4], qui a toujours été l'homme des Australiens et des Américains dans la région, qui en vienne à jouer ce triste rôle. La diplomatie portugaise, qui assume dans cette crise des positions lucides et courageuses, a bien compris que placer ses forces de la garde nationale républicaine* sous commandement australien revenait à légitimer l'occupation d'un pays indépendant par une force étrangère.

Défendre la souveraineté du Timor Lorosae dans cette crise, c'est défendre l'indépendance de ce jeune pays. Et, pour que son indépendance soit irréversible, le Timor a besoin de notre solidarité.

Notes

* Le Portugal a envoyé, le 31 mai dernier, un détachement de la gendarmerie pour contribuer au rétablissement de l'ordre au Timor-Oriental, mais a refusé de placer ses hommes sous le commandement de l'Australie, préférant les mettre sous l'autorité directe du président timorais, Xanana Gusmão. [Note du Courrier international].

1. Les précisions entre crochets et les notes sont du Courrier international.
2. Front révolutionnaire du Timor-Oriental indépendant, principal parti du pays, de gauche.
3. Dénomination officielle du Timor-Oriental.
4. Forces armées de libération nationale du Timor-Oriental.
5. Ministre des Affaires étrangères du Timor-Oriental, Prix Nobel de la paix 1996.

P.-S.

* Article paru dans la rubrique « l'invité » du Courrier international, n° 815 du 15 au 21 juin 2006. © Courrier international 2006

http://www.courrierinternational.com/planetepresse/planeteP_notule.asp?not_id=4678

* Boaventura de Sousa Santos, 65 ans, dirige le Centre d'études sociales de la prestigieuse université de Coimbra. Proche du mouvement altermondialiste, il est l'un des intellectuels les plus en vue du monde lusophone. Il tient une chronique régulière dans l'hebdomadaire Visão :

<http://visaoonline.clix.pt/>